

INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT SYSTEME (I.D.6)

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

St-So Bazaar
292 Rue Camille Guérin
59000 LILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT SYSTEME (I.D.6)

St-So Bazaar

292 Rue Camille Guérin

59000 LILLE

A l'assemblée générale de l'Association I.D.6,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT SYSTEME (I.D.6) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les fonds dédiés et les produits constatés d'avance.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LILLE, le 28 juin 2025

AFIGEC HDF
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale
Des Hauts-de-France



Valérie BLEUZÉ
Associée

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	138 039	138 039		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	134 824	75 473	59 351	85 799
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	710		710	710
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières	17 949		17 949	15 143
	TOTAL (I)	291 522	213 512	78 010	101 652
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	926 225		926 225	460 500
COMPTES DE REGULARISATION	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 680 896	11 200	1 669 696	586 887
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 568 568		1 568 568	815 001
	Charges constatées d'avance	5 528		5 528	23 368
	TOTAL (II)	4 181 216	11 200	4 170 016	1 885 756
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	4 472 738	224 712	4 248 026	1 987 408
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an				15 143
	(3) dont à plus d'un an			1 220 726	



Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	1 032 174	777 008
	Excédent ou déficit de l'exercice	65 246	255 166
	Total des fonds propres (situation nette)	1 097 420	1 032 174
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	1 097 420	1 032 174
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	107 952	
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	107 952	
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		15 000
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	77 297	125 173
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	401 940	337 527
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	329 337	14 830
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	2 234 079	462 704
	Total des dettes	3 042 653	955 234
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	4 248 026	1 987 408
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		65 246,18	255 166,04
(1) Dont à moins d'un an		1 809 392	955 234
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			



Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		246
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	2 457 201	2 384 675
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	269 560	19 476
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	162 895	106 421
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 585	15 000
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	721	4 955
Total des produits d'exploitation		2 893 962	2 530 773
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 031 166	548 749
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	17 248	15 276
	Salaires et traitements	1 220 428	1 199 000
	Charges sociales	510 365	556 772
	Dotation aux amortissements et dépréciations	30 540	26 866
	Dotation aux provisions	11 200	
	Reports en fonds dédiés	107 952	
	Autres charges	1 397	1 470
Total des charges d'exploitation		2 930 296	2 348 133
RESULTAT D'EXPLOITATION		(36 334)	182 640



Compte de Résultat

 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(36 334)	182 640
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
PRODUITS FINANCIERS	Autres intérêts et produits assimilés	2 415	2 282
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	2 415	2 282
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	796	537
CHARGES FINANCIERES	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	796	537
RESULTAT FINANCIER		1 619	1 745
RESULTAT COURANT avant impôts		(34 715)	184 385
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		10 045
	Sur opérations en capital		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		10 045
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	170	1 230
	Sur opérations en capital	2	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	340	
	Total des charges exceptionnelles	512	1 230
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(512)	8 815
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		(100 473)	(61 966)
TOTAL DES PRODUITS		2 896 377	2 543 100
TOTAL DES CHARGES		2 831 131	2 287 934
EXCEDENT ou DEFICIT		65 246	255 166
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			



Annexe

Présentation de l'association

Conformément au **règlement comptable associatif ANC n°2018-06** applicable depuis le 1er janvier 2020, le lecteur des comptes trouvera ci-dessous une présentation de l'activité de l'association ainsi que les moyens utilisés.

ID6 est une association qui développe des **solutions et dispositifs pédagogiques** à fort potentiel d'innovation **à destination des professionnels de l'éducation-formation**. La révolution numérique et l'essor des mobilités ont entraîné une transformation des pratiques chez les acteurs et l'apparition de nouvelles exigences : rendre les interventions plus attractives, repenser les postures d'enseignement ou d'accompagnement, être accompagné dans la transition digitale des pratiques, s'ouvrir à l'Europe. ID6 place ces préoccupations au cœur de son activité et entend porter des solutions innovantes par le biais d'outils, de formations des professionnels ou de participation aux innovations pédagogiques.

Ses champs d'intervention sont : les solutions pédagogiques, la formation, l'expertise et le conseil.

ID6 a développé plusieurs **dispositifs pédagogiques** dont DIAGORIENTE : une plateforme gratuite et ouverte à tous pour trouver le métier fait pour soi (un service public proposé par le Ministère du Travail).

ID6 est aussi partenaire dans la **mise en place d'un projet collaboratif** dénommé MONA afin d'ouvrir aux apprentis l'internationalisation de leur parcours de formation.

Plus récemment, ID6 a été sélectionné dans le cadre d'un financement de la Caisse des Dépôts visant à **développer des actions de formation pour accompagner le déploiement de priorités du plan France 2030**. Le dispositif de formation est dénommé "PICMA" : Pilotage des Investissements, Compétences et Métiers d'Avenir.

Pour réaliser ses missions, l'association dispose de :

- Moyens humains : équipe de 24 salariés en interne et appel à de la sous-traitance ;
- Moyens financiers : obtenus à l'appui d'un réseau de partenaires ;
- Moyens matériels : l'association dispose d'un patrimoine immobilisé d'une valeur nette comptable de 78 010 € au 31 décembre 2024 (matériel informatique, installations et agencements, concessions et droits similaires...). Elle réalise son activité dans des locaux situés rue Camille Guérin à Lille. L'association est locataire d'un espace de 193 m² situés Dock 4 au St-So Bazaar. Le propriétaire de cet espace est la SAS ST SO IMMO.



Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 248 026** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 896 377** euros et un total **charges** de **2 831 131** euros, dégageant ainsi un **excédent** de **65 246** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base:

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les présents comptes ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et suivants du Plan Comptable Général 2014, des dispositions du Code de Commerce, ainsi que des règlements ANC n°2014-03 et ANC n°2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les durées d'amortissements sont les suivantes :

- Logiciels, concessions : 3 ans en linéaire ;
- Matériel de bureau : 3 ans en linéaire.

Les immobilisations incorporelles se composent des logiciels créés par l'association. Elles sont évaluées à leur coût de production (salaires et achats externes). Elles sont activées à partir de leur date de commercialisation et sont amortissables sur une durée de 3 ans.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Fonds dédiés

Ils permettent l'enregistrement, à la clôture de l'exercice, de la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. On distingue les fonds dédiés sur subventions de fonctionnement et les fonds dédiés sur autres ressources (dons manuels...).

Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées dès lors qu'il existe un risque de sortie de ressource de l'association sans contrepartie.



Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/202
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	138 039					138 039
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	138 039					138 039
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	32 784					32 784
	Matériel de transport	53 526					53 526
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	58 346		4 431	14 264		48 513
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		144 657		4 431	14 264		134 824
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	710					710
	Prêts et autres immobilisations financières	15 143		17 949	15 143		17 949
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		15 853		17 949	15 143	
TOTAL		298 549		22 380	29 407		291 522



Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		A mortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	138 039			138 039
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	138 039			138 039
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	4 238	10 705		14 943
	Matériel de bureau, mobilier	54 620	20 175	14 264	60 530
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	58 857	30 880	14 264	75 473	
TOTAL		196 896	30 880	14 264	213 512



Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres		11 200		11 200
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION		11 200		11 200
TOTAL GENERAL			11 200		11 200
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			11 200		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Une provision pour dépréciation d'avance auprès d'un fournisseur a été constatée compte tenu du risque de non recouvrement de la somme.



Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	17 949		17 949
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	926 225	926 225	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	3	3	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	44 052	44 052	
	Taxes sur la valeur ajoutée	26 238	26 238	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1 599 361	378 635	1 220 726
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	11 242	11 242	
	Charges constatées d'avance	5 528	5 528	
TOTAL DES CREANCES		2 630 597	1 391 922	1 238 675
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	77 297	77 297		
	Personnel et comptes rattachés	94 780	94 780		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	105 757	105 757		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	189 802	189 802		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	11 602	11 602		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	329 337	329 337		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	2 234 079	1 000 818	1 233 261	
TOTAL DES DETTES		3 042 653	1 809 392	1 233 261	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		15 000			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Charges à payer (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 927	6 281	32 646	19,7
Dettes fiscales et sociales	132 385	116 119	16 266	14,01
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	243 915		243 915	
TOTAL	415 227	122 400	292 827	39,2



Produits à recevoir (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	446 556	459 900	(13 344)	-2,90
Autres créances	1 599 364	560 832	1 038 533	85,1
TOTAL	2 045 920	1 020 732	1 025 189	00,4

La lignes "autres créances" reprend principalement les créances sur subventions et le crédit d'impôt recherche 2024.



Charges constatées d'avance (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	5 528	23 368	(17 841)	76,3
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	5 528	23 368	(17 841)	76,3

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.



Produits constatés d'avance (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION	2 342 031	462 704	1 879 327	06,1
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL	2 342 031	462 704	1 879 327	06,1

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reporté à un exercice ultérieur.

Cette année, ils concernent principalement deux subventions pluriannuelles : MONA et SGPI PICMA (FRANCE 2030). En effet, la fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte "produits constatés d'avance".



Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	777 008	255 166		1 032 174
Résultat de l'exercice	255 166	65 246	255 166	65 246
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
TOTAL	1 032 174	320 412	255 166	1 097 420



Ventilation du chiffre d'affaires

		31/12/2024
Chiffre d'affaires par secteur d'activité		2 457 201
Production vendue Services		2 457 201
PRESTATIONS DIVERSES	183	
PRESTATIONS DIAGORIENTE	2 441 156	
FORMATION ID6	1 800	
FORMATION DIAGORIENTE	7 500	
FORMATION RIASEC	1 200	
FRAIS DIVERS REFACTURES	5 361	
Chiffre d'affaires par marché géographique		2 457 201
Chiffre d'affaires FRANCE		2 457 201
PRESTATIONS DIVERSES	183	
PRESTATIONS DIAGORIENTE	2 441 156	
FORMATION ID6	1 800	
FORMATION DIAGORIENTE	7 500	
FORMATION RIASEC	1 200	
FRAIS DIVERS REFACTURES	5 361	



Rémunérations des Dirigeants

31/12/2024

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

La Présidente ainsi que les autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent pas de rémunération.



Engagement retraite

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements sociaux (indemnités de fin de carrière) à devoir au personnel sont estimés non significatifs en raison de la faible ancienneté de l'effectif.



Effectif moyen

		31/12/2024	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		10	
	Professions intermédiaires			
	Employés		14	
	Ouvriers			
	TOTAL		24	



Notes sur le compte de résultat

Ventilation des produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice se ventilent de la manière suivante :

Nature des produits d'exploitation	Montant	Taux
Prestations de services	2 457 201	85%
Subventions d'exploitation	269 560	9%
Contributions financières (MONA - EAM Moving Skills)	162 895	6%
Autres produits	4 306	NS
TOTAL	2 893 962	100 %

Ventilation des subventions

Nature des subventions	Montant	Taux
AGENCE NATIONALE DU SPORT	17 000	6%
SGPI (CDC - PICMA)	246 560	92%
ASP - Aide apprentissage	6 000	2%
TOTAL	269 560	100 %

Crédit impôt recherche

Le résultat de l'exercice 2024 (65 246 €) comporte un crédit d'impôt recherche au bas du compte de résultat. Le crédit d'impôt recherche de l'année s'élève à 100 473 €.

Le crédit d'impôt recherche a pour but d'encourager les entreprises à engager des activités de recherches et développement.

Contribution financière MONA

Par accord de consortium du 30 mai 2022, l'association perçoit une contribution financière au titre du projet collaboratif de "Mobilité Européenne pour les apprenants en formation professionnelle scolaire et en alternance". Ce projet court du 30 mai 2022 au 31 décembre 2026. Le montant de la contribution s'élève à 536 123 € maximum. L'association perçoit de manière périodique des versements au fur et à mesure de la réalisation du projet et des dépenses engagées. Pour cette raison, le tableau des créances (somme à percevoir) et dettes (produit constaté d'avance) de l'annexe n'affiche pas de part supérieure à un an pour cette contribution puisqu'elle dépend de l'avancement de la réalisation du projet.



Notes sur le compte de résultat

Subvention SGPI PICMA France 2030

La Caisse des Dépôts a octroyé un financement à ID6 dans le cadre du programme France 2030. ID6 est chef de file dans le déploiement d'un dispositif de formation dénommé PICMA. La structure House Of Codesign est partenaire à ce projet. Le démarrage du projet a eu lieu le 1er août 2024. Il court jusqu'au 31/08/2027. Le coût total du projet s'élève à 3 778 479 € (dont 3 170 174 € portés par ID6). Le financement octroyé (70% du coût total du projet) est de 2 644 935 € (dont 2 219 500 €). Figure en compte 74 la quote-part annuelle conventionnée revenant à ID6 (246 560 €). Un fonds dédiés est constaté afin de tenir compte de la consommation réelle justifiée par ID6.

Cette subvention impacte de manière significative le total bilan, à la fois à l'actif (créance sur subvention à recevoir jusqu'en 2027) mais aussi au passif (produits constatés d'avance sur la base de la convention).

Contributions volontaires en nature

La contribution volontaire en nature (CVN) est l'acte par lequel une personne physique ou morale peut apporter à une autre un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens (ou dons en nature) : tout bien meuble remis en pleine propriété à l'entité ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux, de matériel, fourniture gratuite de services.

Au cours de l'exercice 2024, l'association n'en a pas bénéficié.



Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés SGPI CDC PICMA FRANCE 2030			107 952	107 952
TOTAL			107 952	107 952

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				



Annexe formation

Tableau I

Ressources de l'organisme

ORIGINE DES FONDS	MONTANT (N)		MONTANT (N-1)	
	EN euros	EN %	EN euros	EN %

1 - RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALAIRES ET DES PARTICULIERS

ENTREPRISES / ASSOCIATIONS				
ETAT				
COLLECTIVITES LOCALES				
ETABLISSEMENTS PUBLICS				
ENTREPRISES				
VIA FONGECIF.				
ORGANISMES DE FORMATION				
FAF				
PARTICULIERS				
SOUS-TOTAL I				

2 - RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS

INSTANCES EUROPEENNES				
ETAT				
REGIONS				
AUTRES COLLECTIVITES TERRITORIALES				
SOUS-TOTAL II				

3 - AUTRES

AUTRES ORGANISMES DE FORMATION	10 500	100 %	1 500	100%
AUTRES RESSOURCES				
SOUS-TOTAL III				
TOTAL DES RESSOURCES	10 500	100 %	1 500	100%



Annexe formation

Tableau II

Décomposition des actions de formation par finalité

FINALITE DES ACTIONS	VOLUMES FINANCIERS			
	N		N - 1	
	en euros	%	en euros	%
Diplômantes *(1)				
Perfectionnement				
professionnel et qualifiant *(2)	10 500	100 %	1 500	100%
Insertion sociale				
TOTAL	10 500	100 %	1 500	100%

(1) diplômes nationaux, titres homologués

(2) certificats de branches, certificats d'entreprises, attestations

Tableau III

Conventions de ressources publiques affectées

Néant.

